

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

MAI
2011



MEDEF
Ardennes - Aube
Champagne-Ardenne
Haute-Marne /Marne





SOMMAIRE

Petites Affiches Matot Braine	« Faire des efforts d'investissements »	page 3
L'Union Economie	« Une décision d'avenir et de bon sens »	page 4
L'Union Economie	Près de 500 emplois aidés	page 5
L'Union	Le mot du président du C.N.P.A.	page 6
L'Union	Le Pays rémois va perdre 3600 habitants	page 7
L'Union Economie	Mieux informer sur les arrêts maladie	page 8
L'Union Economie	Croissance : une reprise qui reste à confirmer	page 9
L'Union Economie	L'aviation d'affaires peut-elle décoller?	page 10
L'Union	De nouveaux adversaires pour les avions	page 11



Conférence. Philippe Germain, Délégué régional d'EDF en Champagne-Ardenne présentera les enjeux énergétiques du XXI^e siècle lors des Jeudis de l'Université, le 5 mai prochain.

« Faire des efforts d'investissements »



Philippe Germain, invité d'honneur des Jeudis de l'Université le jeudi 5 mai.

Aujourd'hui plus que jamais, l'énergie est au cœur d'une problématique mondiale. Quelle est la situation actuelle de l'énergie sur la planète ?

Il existe un constat sur lequel tout le monde est d'accord : la consommation mondiale d'énergie continue d'augmenter. Comment résoudre une telle situation ? Comment veut doter tout le monde

milliards de plus. L'enjeu est alors de savoir si l'on veut que tout le monde ait accès à l'électricité. Si oui, où trouver de nouvelles sources ? Sinon, un habitant sur deux sur la planète n'aura pas accès à l'électricité...

Comment résoudre une telle situation ? Comment veut doter tout le monde

d'électricité. Il va falloir faire des efforts d'investissements. En 20 ans, la consommation mondiale va doubler. Cela signifie qu'il faudra construire en dix ans autant de centrales de production - thermiques, hydrauliques, solaires, nucléaires, éoliennes... - que pendant tout le XX^e siècle !

D'autant que la question des alternatives aux énergies fossiles commence à devenir plus qu'urgente...

Il reste dans les réserves mondiales environ 200 ans de consommation de charbon, 30 ans de pétrole et 50 ans de gaz. Et dans le monde, environ 64 % de l'électricité est produite à partir de ces trois énergies fossiles. Il va donc falloir trouver des solutions alternatives. Sans oublier la question du réchauffement climatique, qui est, avec la demande croissante et la raréfaction des ressources, la troisième grande problématique inhérente à l'énergie.

Comment se situe la France au niveau mondial ?

Nous consommons environ 2,2% de la consommation mondiale d'énergie. 28% de notre énergie est utilisée pour l'industrie et l'agri-

culture, 32% pour les transports et 40% pour le résidentiel et le tertiaire. Ce sont dans ces deux derniers secteurs que nous pourrions réaliser davantage d'efforts pour diminuer notre consommation. Par exemple, un déplacement en voiture sur deux couvre moins de 3 km. Au niveau des bâtiments, la nouvelle réglementation RT 2012 révèle des gisements d'économie d'énergie estimés à 65%.

Et les émissions de CO2 ?

Au niveau des rejets de CO2, la France émet 0,1% des rejets mondiaux. Nous rejetons 60g de CO2 par kWh d'électricité produit, contre environ 400g/kWh en moyenne en Europe. Un résultat que nous devons en grande partie à notre parc de centrales nucléaires, qui représente 75% de notre mix énergétique.

Un mode de production qui a été controversé avec la catastrophe de Fukushima...

Il faut savoir que plus les centrales vieillissent plus elles sont sûres car nous y effectuons de plus en plus de contrôles et d'investissements. Le mix énergétique français qui associe nucléaire (58 uni-

tés de production) et hydraulique (447 centrales) associée à la fois compétitivité, fiabilité et souplesse.

Qu'en est-il des énergies renouvelables ?

L'éolien est en forte progression depuis 2005, en Champagne-Ardenne notamment où nous avons 450 machines. Le solaire est lui aussi en forte expansion même s'il ne représentait que 0,03% de la production d'électricité en 2009.

Quels sont les enjeux pour EDF dans un tel contexte ?

Ils sont multiples : il s'agit, entre autres, pour nous, à la fois de répondre à la demande en électricité, tout en maintenant un coût de production bas pour les ménages et les entreprises mais aussi de maintenir une production faible ment émettrice en CO2.

PROPOS RECUEILLIS PAR BENJAMIN BUSSON

Les Jeudis de l'Université organisés par le Medef Champagne-Ardenne, le CJD, les Petites Matots Braine et l'URCA - Jeudi 5 mai 2011 à 17h - Campus Mouton - Housse (Amphi 3) - Entrée

PETITES AFFICHES
MATOT BRAINE

REVUE DE PRESSE

BA 112. L'Union des maisons de champagne en faveur du maintien de la piste d'aviation « Une décision d'avenir et de bon sens »

L'Union des maisons de champagne (UMC) a envoyé récemment une lettre aux responsables politiques et économiques régionaux pour demander le maintien de la piste de la Base aérienne 112. Pierre-Emmanuel Taittinger, président de la mai-

son éponyme explique l'initiative. Quel est le sens de l'initiative de l'UMC ? « Le président de l'UMC, Christian de Montgolfier, m'a demandé son accord pour expliquer cette

initiative. Le maintien de la piste de la base 112 constitue un enjeu économique fondamental pour les agglomérations de Reims et d'Épernay, autour desquelles sont concentrées un grand nombre d'entreprises et d'activités de toute nature. Au moment où l'agglomération rémoise dispose de trois aéroports et d'un TGV, il apparaît évident que celle-ci, quelle se prive du seul équipement majeur dont elle disposait déjà. Elle deviendrait l'une des rares villes de France de cette importance à ne plus avoir de capacité aéroportuaire. Sur ce Reims est l'un des bassins d'activités, on peut concentrer un grand nombre d'emplois solidaires susceptibles de donner du travail aux habitants de Courcy, de Béthery et de Reims. L'association Clotermann, du nom de cet homme de légende qui a lui-même connu la Mame, a un projet sérieux en ce sens. »



Mais il existe déjà deux sites, celui de Prunay et celui de Vauzy ?

« Pour qu'il corresponde aux normes actuelles, il faudrait changer l'axe de la piste de Prunay et l'allonger considérablement, alors que celle de Courcy, déjà à toutes les normes, est globalement équipée, répondant aux normes actuelles. Il faut donc que l'affectation de Courcy ait dépassé le site coté-riat. 40 millions d'euros. Toutes

ces modifications bien sûr aux frais du contribuable. Quel glissement contribuait ?

Quant à la vocation de Vauzy, beaucoup trop loin de Reims. À l'heure la Cathédrale, les maisons de sites et finalement les universités de Reims à Vauzy. Je rappelle que Malgouyres, la ville de Troyes a son aéroport qui est resté, à son époque, à son développement. Nous devons conserver aussi cette opportunité. Vauzy et Reims doivent travailler en complémentarité. Il apparaît que jour général de Vauzy peut être l'alternative naturelle de cette grande idée. »

Que pensez-vous des problèmes d'environnement qui sont soulevés ?

« Un aéroport d'entreprises, voire d'activités culturelles et touristiques fera très peu de bruit. Les nouveaux avions sont prévus en ce sens. Cela en fera beaucoup moins en tout cas que les Mirage F1 qui cependant, en plus de 1 500 emplois, ont permis 3 000 personnes pendant 30 ans dans une région qui se déspeuple et donc l'activité économique soulevée. Tous les points de vue sont extrêmement respectables, mais je suis certain qu'à Courcy, à Béthery et à Reims, il y a beau-

coup de gens qui aiment l'aviation, qui considèrent que le vol d'un avion est beau et que Saint-Denis, Béthery et Mézières ne sont pas démodés. L'aviation, c'est un regard moderne et libre sur le monde et c'est aussi le monde regardé. »

Quelles sont les chances de maintien de Courcy ?

« Celles que les pouvoirs politiques, économiques et culturels voudront bien lui donner. J'ai le sentiment qu'un consensus est en train d'émerger en ce sens. La perte du site de Courcy serait une erreur considérable pour Reims, Épernay et leur attractivité européenne et mondiale. Si cela devait être le cas, malgré les affirmations contraires, nous perdions un jour le centre de navigation aérienne de Reims et 400 emplois qualifiés qui, comme les Mirage, partiraient ailleurs. Je suis convaincu que dans le futur, la piste de Courcy sera maintenue à la mesure de Reims devant inscrire dans leur programme « il nous faut un aéroport » portant ainsi un jugement sévère envers ceux qui l'auraient abandonné. Maintien de ce qui pourrait devenir l'aéroport de Reims Clotermann est une décision d'avenir et de simple bon sens, épargnant au contribuable des investissements et des dépenses inutiles dans ces temps difficiles. »

PHOTOS MICHELLE PAR S.C.P.



RÉSEAU ENTREPRENDRE. Un soutien aux créateurs et repreneurs

Près de 500 emplois aidés

DOMINIQUE HERBEMONT

Le Réseau Entreprendre a vingt-cinq ans. Pour fêter l'événement, les 8 600 chefs d'entreprise adhérents avaient, partout en France, organisé des réunions à caractère convivial. Avec des ateliers d'expériences d'anciens créateurs accompagnés par le réseau.

En Champagne-Ardenne, c'est dans les nouveaux locaux de Technipat à Reims (lire page 10) que Marc Menu, nouveau président régional et les 110 adhérents du réseau s'étaient donné rendez-vous pour fêter l'événement.

Animé par l'esprit d'entrepreneuriat, ce réseau a pour vocation d'accompagner des primo créa-



Les adhérents se sont retrouvés chez Technipat pour échanger dans une atmosphère conviviale.

Prêts d'honneur et parrainage

teurs et repreneurs d'entreprise. Les adhérents sont autant de parrains potentiels, qui font profiter de leur expérience les jeunes créateurs. Le réseau leur octroie des prêts d'honneur - sans intérêt ni garantie - dont le montant varie entre 15 000 et 45 000 €. La

● ● ●

● moyenne régionale est de 25 000 €, sur un rythme de quatorze projets. Depuis la création du réseau champardennais en 2004, environ 1,3 million d'euros de prêts a été accordé, pour quarante-quatre projets accompa-

gnés. La création potentielle d'emplois est un des critères essentiels de sélection. Depuis 2004, le réseau régional a per-

mis d'aider à la création, ou la sauvegarde, de 493 emplois. Au travers d'entreprises comme Conditionnement Parfums cosmétique à Romilly-sur-Seine, Métal Découpe Service dans la Marne, une société du bâtiment à Warcq, etc. Avec le recul de trois à cinq ans d'existence, le Réseau estime que 10 % environ des sociétés accompagnées sont défaillantes.

REPÈRES

La première association du réseau Entreprendre est née en 1986 à Roubaix, à l'initiative d'André Mulliez. Elle a essaimé partout en France avec 55 implantations, et dans d'autres pays. Elle a accompagné 5 000 entrepreneurs, contribuant à créer ou sauvegarder 50 000 emplois

Le mot du président du C.N.P.A.

Le 13 mai 2011, nous inaugurons le 2^e salon du véhicule d'occasion après la première édition de juin 2010. Ainsi, l'automobile a véritablement repris sa place dans la cité rémoise et consolide ainsi le poids d'une activité au sein du département de la Marne avec aujourd'hui trois salons et une foire. Nous sommes donc heureux d'inscrire ces événements dans la durée. Il s'agit en effet de manifestations incontournables en termes d'image, pour nos distributeurs, très attendues de nos clients et reconnues par nos constructeurs. Les deux années qui viennent de se terminer ont été quelque peu bouleversées. Nous sommes heureux que les pouvoirs publics aient entendu notre appel et notre mobilisation. Sans quoi, la logique économique aurait voulu un autre sort à nos entreprises. C'est l'une de nos réussites collectives à travers le CNPA. Avec le soutien des

lifs mis en place par les pouvoirs publics et les constructeurs, l'effet volume a été incontestable. Les bilans ont été consolidés. Le niveau des stocks a été normalisé. Et surtout les emplois ont pu être préservés dans toute la mesure du possible et ce, grâce en partie au dispositif Compétences Emplois que le CNPA a signé en 2010 avec l'Etat ; plan d'appui au maintien et développement des emplois dans notre branche. Tout au long de l'année écoulée, le CNPA a témoigné son ambition pour une filière unie et solidaire. Nous aimons ainsi à rappeler le poids de nos 450.000 salariés et 90.000 entreprises ! Sur l'ensemble de la filière, c'est un salarié sur 10 qui travaille dans ou pour l'automobile. Pour le seul département de la Marne, nous représentons près de 800 entreprises pour plus de 4.500 emplois. D'aucuns nous promettent une « révolution » des services. Avec le soutien des

dès 2011 des modèles à nouvelles motorisations. Fini le bon vieux moteur thermique ? Place aux véhicules hybrides ou électriques... Mais, dans quel délai et quelle proportion ? Et, qu'en sera-t-il demain dans nos ateliers pour réparer ces véhicules nouvelles générations ? Cette évolution, nous le savons bien, ne peut fonctionner qu'avec la contribution de tous nos métiers et des centres de formations de nos jeunes. Nous devons donc jouer sans filets sur un marché qui, en raison des primes à la casse, a anticipé en 2009 et 2010 une partie des achats de renouvellement qui seraient intervenus cette année. La filière va naviguer entre deux eaux : celles de crise et celles d'un retour à la normale ; celles du véhicule personnel polyvalent à moteur thermique et celles de nouvelles mobilités associées aux nouvelles motori-



Francis Bartholomé, président du CNPA Champagne-Ardenne depuis 2008.

sations. 2011 ne suffira probablement pas à trancher les interrogations qui planent sur le devenir de l'automobile française, comme marché et comme activité industrielle. 2011, année de transitions, année de passages, année à risques pour l'automobile.

Mais 2011, année d'opportunités à saisir pour avancer. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour réussir cette deuxième édition du véhicule d'occasion. Nous présenterons cette année à nos clients, une offre de plus de 500 modèles sur trois

grands halls d'exposition. Ces derniers pourront se tourner vers nous pour profiter du choix, de la sécurité de la garantie, du conseil, la proximité, de la traçabilité de la tranquillité et du service après-vente... Tels sont les atouts !

L'UNION

LES PRESIDENTS REVOIENT

REIMS - COURCY / Fermeture de la base aérienne 112 Le Pays rémois va perdre 3 600 habitants

Le Pays rémois n'avait pas besoin de cela. La base aérienne qui va être dissoute en juin va entraîner le départ de 3 600 personnes. Et peser très lourd sur l'économie et l'emploi.

OUVERTE en 1928 à deux pas de Reims, la base aérienne 112 sera dissoute le 30 juin prochain en présence du chef d'État-major de l'Armée de l'Air. Deux cent cinquante personnes y resteront encore un an jusqu'à la fermeture définitive, le 30 juin 2012. Depuis l'annonce de la

fermeture de la base aérienne en 2008, 46 officiers ont déjà quitté l'armée ainsi que 80 militaires du rang.

Cet événement osseux qui s'approche à grand pas ne sera pas sans conséquences économiques, sociales et humaines pour le Pays rémois. C'est pour en parler, et évoquer les

possibilités d'aides à la reconversion pour ceux qui vont rester, qu'hier soir, le colonel Jean-Michel Meyer, commandant de la base 112 « Marin-la-Mésite » avait convié sur le site des responsables de l'association Ecores regroupant les entreprises de la zone industrielle Farmao-Pompello-Croix-Blandin.

La dure réalité des chiffres

On l'aura vite compris, la fermeture de cette grosse entreprise qui emploie 1 500 salariés en direct et 500 en indirect et concerne 4 800 personnes si l'on inclut les familles, ne va pas se faire sans dommage de fait.

Chargé de mission emploi auprès de la ville de Reims, Dominique Ledere, fort de deux études (non scientifique a-t-il pris la peine de préciser, NDR) a dressé un scénario pas foisonnant. Sur les 4 800 personnes attachées professionnellement ou familialement à la base, on considère que 3 600 quitteront le Pays rémois (dont 47 % vivant à Balais, le reste autour de la base).

600 emplois libérés, mais...

Trois cent cinquante personnes risquent de se retrouver sans emploi tandis que dans le même temps les conjoint(e)s

des militaires libéreront 600 emplois a-t-on appris. Tout le problème, et il n'est pas aisé, vient du fait qu'il n'y aura pas forcément adéquation entre les compétences des demandeurs d'emploi qui restent (administratifs, logisticiens, mécaniciens, responsables sécurité, métiers de la restauration et électromécanicien) avec les secteurs qui étaient occupés par ceux qui partent (45 % d'administration, 14 % de médical, 7 % d'éducation nationale, 7 % de services à la

personne, etc.) On comprend l'impérieuse nécessité pour l'Armée de préparer la reconversion des militaires et de les mettre en contact avec des entreprises.

Un manque à gagner de 69 M d'euros

Autre conséquence et non des moindres. Le départ de ces 3 600 personnes (dont 800 scolaires), c'est un manque à gagner de 69 ME pour le Pays rémois. Seront ainsi impactés :

le logement pour 17,5 ME, les transports et les communications (12 ME), l'alimentation (12 ME), les loisirs (6,4 ME), les biens d'équipement (4,1 ME), l'habillement (3,2 ME), la santé (2,4 ME).

La base aérienne va quitter, pas fière, le bercail de l'aviation. Et que propose l'État en guise de compensation ? Pas grand-chose. Il faut dire que le Pays rémois ne s'est guère mobilisé pour reténir cette manne. Dommage.

Alain NOYAT



De nombreux élus politiques et des chefs d'entreprises que de militaires hier à cette réunion consacrée à la reconversion des militaires.

Photo: M. F. CHÉ



Nicolas Peltre, président de l'association Ecores aux côtés du colonel Jean-Michel Meyer, commandant de la base.

CONSEIL. M^e Baduffle invitée du Medef sur les arcanes réglementaires
Mieux informer sur les arrêts maladie

RECUEILLI PAR
DOMINIQUE HERBEMONT

Avocate spécialisée dans le droit du travail pour le conseil aux entreprises (Fidal), Brigitte Baduffle était invitée par le Medef Marne pour évoquer « l'arrêt-maladie, l'inaptitude au travail et l'invalidité : quelles conséquences ? ».

Que recourent les arrêts-maladie en entreprise ?

« Il faut distinguer les maladies privées n'ayant aucun lien

avec le travail et les maladies professionnelles ou l'accident du travail. Les troubles musculo-squelettiques comme le mal de dos, les problèmes de tendons reviennent souvent parmi les maladies professionnelles. »

Qui paie au final ?

« Derrière les indemnisations de la Sécurité sociale, il ne faut pas oublier que ce sont les cotisations des employeurs et des salariés. Dans certains cas rarissimes, des salariés perçoivent plus en situation d'arrêt mala-

die, selon que les indemnités sont calculées sur le salaire en brut ou en net. »

Quelle distinction faites-vous avec l'inaptitude physique au travail ?

« Il faut la distinguer avec un salarié malade, qui reçoit un arrêt-maladie de son médecin traitant, il ne s'agit pas d'un motif de licenciement. C'est une suspension de travail. En cas de maladie très longue ou d'absences répétées qui désorganisent fortement le service, et sans

recrutement possible en contrat précaire, l'entreprise peut alors envisager de licencier. Lorsque c'est le médecin du travail qui constate l'inaptitude, la visite de reprise peut s'accompagner de réserves. Comme le fait d'éviter de porter des charges lourdes, etc. »

Et si l'inaptitude est confirmée ?

« Il faut chercher un reclassement dans l'entreprise, sur un poste qui corresponde aux exigences posées par le médecin du travail. L'inaptitude peut correspondre à un poste de chauffeur, mais pas forcément à une autre fonction. En cas d'inaptitude à tout poste, il faut encore rechercher un reclassement sur un poste disponible. On est là dans une hypocrisie absolue... »

Y a-t-il beaucoup de contentieux qui finissent devant les prud'hommes ?

« Non, mais je suis dans le conseil. Il y a un projet de loi de simplification pour les chefs d'entreprise afin d'éviter les pierres d'achoppement. Par exemple, entre pré-reprise et reprise, il y a beaucoup de subtilités qui échappent aux chefs d'entreprise. »

Et l'invalidité ?

« L'invalidité est prononcée par la CPAM. C'est le médecin conseil qui se prononce sur les 1^{er}, 2^e et 3^e catégories. Quand on est dans ces deux dernières, on ne peut plus travailler. »

MENUISERIE Fabricant depuis 1929

KIEFFER Menuiserie

NOS REALISATIONS ENCORE PLUS AMBITIEUSES
 QUE LA HAUTEUR DE VOS PROJETS




Aménagement de la cuisine « Louche »

Menuiserie & Aluminium

AGENCEMENT
PROFESSIONNEL
& PARTICULIER

KIEFFER

13, rue de Thillois - 51370 ORMES
 Tél. 03 26 08 09 05 - Fax 03 26 08 63 06
www.kieffer-menuiserie.com
www.kieffer-menuiserie.fr

L'UNION ECONOMIE

ECONOMIE dossier

Croissance : une reprise

MARDI 20 MARS 2012
www.lemonde.fr page 3

- L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans.
- Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier.
- Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan.

« Restons vigilants sur l'inflation »

Chaque semaine, les entreprises de France Champagne attirent dans les locaux de la région de la presse de croissance - qui a permis de passer de 1,1 % à 1,4 %.

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Pro situation qui a été améliorée en 2011, Jean-Louis Delbecq, directeur général de la région Champagne.

Dossier : Dominique Herbemont, Carl Hocquet, Sophie Clavey-Perquemet

Jacques de Saint-Jilles : effet différé

« Les ventes ont progressé de 1,1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

José Faucheu : moins de toitures

« Les ventes ont progressé de 1,1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Jacky Michel : des couverts en plus

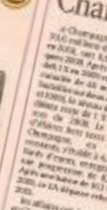
« Les ventes ont progressé de 1,1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Moreno Consulting : « De la tonicité »

« Les ventes ont progressé de 1,1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

ECONOMIE dossier

qui reste à confirmer

MARDI 20 MARS 2012
www.lemonde.fr page 5

Crédit Agricole : « Durable ou pas ? »

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Cora Charleville : « Confiant en l'avenir »

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Transports Liebart : « Plutôt pessimiste »

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Champagne Céréales : besoin d'eau

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Ateliers Roche : cap sur les éoliennes

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Immobilier : « Pas de reprise dans l'Aisne »

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

Champagne : + 7,8 % en un an

« L'activité économique a progressé de 1 % en France au premier trimestre 2012 par rapport à fin 2010. Du jamais vu depuis cinq ans. Les entreprises exportatrices tirent le meilleur parti de cette croissance du PIB, en raison de l'optimisme du commerce mondial. Dans la région, les ventes de champagne sont les premières à en bénéficier. Un retour de l'inflation, la hausse des matières premières, la sécheresse, et un contexte international incertain, pourraient freiner cet élan. »



Le directeur de la région Champagne.

LES
M
S
E
R
V
I
C
E
S
E
T
I
C
O
N
O
M
I
E

L'UNION ECONOMIE

ÉCONOMIE développement

BA 112. Le Medef milite pour que l'activité perdure sur la base L'aviation d'affaires peut-elle décoller ?

JURISDICTION
C'est le comité d'arbitrage (Ctra) pour les parties prenantes de la BA 112, le médiateur de l'Union des chambres de commerce (UCC) et d'experts qui se réunissent pour tenter de résoudre l'impasse de l'aviation d'affaires sur la base aéroportuaire.

représenté sa déposition dans quelques années, lorsqu'un tiers... C'est, il y a encore 4 à 5 ans, quelques années aux vols privés, et la piste se présente telle une zone d'attente pour accueillir des avions... Mais il faut être réaliste : les avions d'affaires ne peuvent pas décoller sans un budget de fonctionnement de 100 000 € par an. A ce prix-là, l'activité peut-elle être...



La BA 112 dispose encore des infrastructures de l'ex-aéroport de Beauvais-Clermont.

Un potentiel de 600 mouvements par an

« Pourquoi la stratégie actuelle n'est-elle pas... de concentration, elle qui dispose d'un réseau... de développement de l'aviation d'affaires... »

« L'opération... par un... de services liés à l'aviation, comme le prévoit le plan Medef... »

« L'opération... par un... de services liés à l'aviation, comme le prévoit le plan Medef... »

« Il manque une vision »

Le chef d'entreprise... président de SNC-Lavalin... de l'aviation d'affaires... »

« Il faut arriver à une ligne directrice... de la BA 112... »

Dans quel état se trouve la toiture de votre entreprise ?

PRESENTE

Reconversion de la base 112

De nouveaux adversaires pour les avions

Le camp hostile à une future activité aéroporuaire se muscle : un collectif de maires vient de se créer dans ce sens.

Le feuillet de l'avenir de la base 112 vit décidément une période pleine de rebondissements : après l'annonce surprise d'un projet de radat « toxique » qui réduirait considérablement la présence humaine sur le site après le départ des militaires (notre édition de lundi 23 mai), voici l'apparition d'un nouvel acteur sur la scène : un collectif encore informel de maires du secteur concerné, qui vient muscler, de façon assez inattendue elle aussi, le camp des anti-aéroporuaire. Ce groupe vient de tenir ce mercredi soir sa première réunion sur les terres et sous la houlette de Thierry Ruinat, maire de Parnac. Des élus qui ne souscrivent pas ou plus aux projets qui feraient revenir des avions (civils) sur les pistes de la base bienôt désertée par les Mirage.

« On nous a tendu la main »

La maire de Courcy, Martine Jolly, était de la partie comme on s'en doute, elle qui se bat depuis le début contre les projets de reconversion à dimension aéronautique : « Ce collectif est né parce que, pour une fois, des gens nous ont tendu la main (le « nous »

associant Courcy et Brimont, MDLR), et je peux vous dire que ça fait du bien ! Des gens ont fini par se dire qu'on ne faisait pas du bruit (contre les avions) pour le plaisir, et qu'on n'avait peut-être pas tort : ces gens ont donc potosé les dossiers et se sont demandés : est-ce qu'on ne serait pas en train de passer à côté d'un vrai problème ? »

Bref, certains élus qui appartenaient au camp du oui aux avions ont viré leur cuti. D'autres (au moins sept en tout selon Mme Jolly) qui étaient déjà défavorables à l'aéroporuaire, ont concrétisé cette hostilité par des délibérations de conseil. Bref, ça se rebiffe chez les « petits ruraux » si l'on peut dire, qui frontent sérieusement les sourcils devant un dossier qui leur apparaît de plus en plus « opaque, selon les termes de la maire de Courcy, dans lequel se dissimulent des intérêts politiques et économiques particuliers que l'on a du mal à faire émerger ».

Leur programme ? « Notre première action, c'est de faire savoir qu'on existe, pour nous associer à la manifestation du 10 juin prévue par l'association Vecarmes (hostile elle aussi aux avions, lire par ailleurs) ».

Cette convergence suffira-t-elle à obtenir le crash des projets d'aviation soutenus par d'autres interlocuteurs, pour ne pas dire lobbies ? On aura peut-être un début de réponse le 20 juin, date à laquelle se réunira le comité de site restreint, c'est lui qui, en effet, est censé prendre la décision sur les projets retenus, et qui restera alors à entériner le 27 par le comité plénière. Mais un nouveau coup de théâtre ne va-t-il pas encore intervenir d'ici là ?

Antoine PARDESSUS

La base aérienne. Certains élus favorables à une activité aéroporuaire après le départ des militaires ont changé d'avis. Archives L'union



Le coup du troisième aéroport ?

Le tout nouveau collectif des maires hostiles à l'activité aéroporuaire sur la base 112 va s'associer à la manifestation de l'association Vecarmes prévue le vendredi 10 juin. Celle-ci prendra la forme d'un rassemblement à 18 heures, soit devant l'hôtel de ville de Reims, soit devant la sous-préfecture.

« De plus en plus d'élus rejoignent nos analyses, affirme le porte-parole de l'association Eric Fimbel. M. Ruinat, en particulier, a assisté à deux de nos réunions et a découvert à cette occasion le fond du dossier ; et la bêtise économique et humaine que serait l'aéroporuaire commence à apparaître au grand jour. Les gens sont en train de découvrir qu'on est train de vouloir nous refaire le coup du 3^e aéroport... » (Allusion à la grosse polémique eucécite il y a une dizaine d'années lors que l'on parlait d'un troisième aéroport en (grande) région parisienne - le secteur rémois était évoqué - pour désengorger Orly et Roissy).

A.P.